L'ABEILLE.

Journal officiel de l'Etat, du Chambre Général, de la Province et de la Municipalité de la Nouvelle-Orléans.

IMPRIMÉ ET PUBLIÉ PAR J. BAYON.

NOUVELLE-ORLEANS:
MARDI MATIN, 17 OCTOBRE 1837.

NOUVELLES D'ESPAGNE.

Par le brick *Nelson*, en quatre jours de la Havane, nous avons reçu nos hasses de journaux jusqu'au 8 courant. Les nouvelles d'Espagne apportées par le petit bot du Cachet sont de quelques jours plus récentes que celles qui nous étaient parvenues par la voie du Nord.

L'engagement entre les carlistes et les troupes de la reine avait eu lieu près du village de Nasas de Tolosa; les forces des derniers s'élevaient à 400 hommes, et celles des carlistes étaient de beaucoup plus considérables. Malgré cette différence les troupes du prétendant ont été mises en déroute après une grande perte de leur part.

Bilbao-la-Vieja, dimait-on, dirigé vers l'Arnaca.

Le général Antonio Quiroga a été nommé capitaine général de la Nouvelle Castille.

Le comte Luchana est entré à Madrid à la tête de deux compagnies de carabiniers de la garde Royale. On assure que les carlistes s'en étaient retournés à Tordesillas.

Il est de plus important à la Havane. Les journaux sont remplis de commentaires sur la reine et ses ennemis.

P. S. Nous avons oui dire par un passager du *Nelson*, qu'on avait appris à la Havane, au moment du départ du paquebot de Cadix, qu'Espartero avait intercepté les correspondances du gouvernement, et qu'avant la les mesures de rigueur qui avaient été prises à son égard, il avait demandé et obtenu que 21 membres de la Chambre des Cortès fussent fusillés. Sa demande aurait été accordée.

Nouvelle-Orléans, 14 octobre 1837.

M. l'Editeur de l'Abeille,

Monsieur,

J'ai lu avec le plus vif intérêt l'article éditorial intitulé "*Du Commerce, de la Législature et des Banques*" que j'ai pris dans le No. de votre estimable feuille de ce jour, et qui m'a paru tellement en harmonie avec mes opinions sur les matières qui y sont traitées que je crois devoir vous communiquer quelques réflexions qui pourront être utiles au développement que vous donnerez sans doute à un sujet aussi important à la prospérité future de la Louisiane.

Il est, monsieur, notre Législature, à ce prochaine session, doit s'abstenir de frapper nos institutions monétaires, car une pareille mesure tendrait infaillible ment à anéantir cette confiance presque entièrement rétablie par les événements passés et sans laquelle nous ne pouvons espérer de voir rétablir cet équilibre si nécessaire à la reprise des affaires et qui doit, dans peu de temps, mettre nos constituents engagés dans des opérations commerciales en mesure d'acquitter en tout ou en partie les engagements énormes qui pèsent maintenant sur eux.

D'après des renseignemens puisés à de sources authentiques, il paraît évident que les portefeuilles de la plupart de nos banques se composent d'effets qui présentent toutes les solvabilités désirables, mais qui ne peuvent être acquittés en plein avant que le cours d'une des affaires ne reprenne et ne mette les tireurs ou endosseurs desdits effets à même de réaliser la valeur qu'ils possèdent, et qui ne peuvent, pour le moment, se convertir en argent à quelque sacrifice qu'ils soient ; tandis que plusieurs, ces banques valeurs pourront être placées avec avantage.

Il est donc de toute nécessité que la Législature mette nos banques à même d'accorder à leurs débiteurs tout le temps nécessaire pour acquitter leurs obligations, et pour atteindre ce but, il faut accorder aux banques un certain délai pour la reprise de leurs paiemens en espèces et sanctionner leur suspension qui a été une mesure commandée impérieusement par les circonstances, et qui est encore indispensable afin d'empêcher l'exportation du numéraire que l'on ne peut mettre prudemment en circulation tant que notre balance entre l'Europe ne sera pas réduite, et que les banques des Etats voisins n'auront pas repris le paiement de leurs billets.

Il est de la plus grande importance pour le rétablissement des affaires que l'exportation de nos produits ait lieu, et pour y parvenir, il faut nécessairement retirer des espèces de la circulation, que nos dettes au dehors se paient au produits et non en espèces ; ce but ne peut être atteint qu'en retenant les espèces dans les coffres de nos banques comme garantie et gage collatéral de la masse des billets en circulation.

Mais la Législature en sanctionnant la suspension de paiemens en espèces par les banques, et en leur accordant un délai raisonnable pour les reprendre, doit leur imposer certaines conditions, qui en assurant le paiement des espèces de leurs billets à des époques déterminées tendraient à corriger les abus qui auraient lieu, et à empêcher qu'ils puissent se renouveler à l'avenir.

Les conditions qui me paraissent les plus essentielles et les plus propices à corriger, avec les ménagemens nécessaires, les vices qui existent maintenant dans nos institutions monétaires sont celles qui suivent, savoir :

1° Que la suspension de paiemens des banques qui seront jugées par le comité nommé par la Législature pour examiner leur situation, dans une position à pouvoir continuer leurs opérations, sera sanctionnée, et un délai de six mois et dix huit mois leur sera accordé pour la reprise de leurs paiemens en espèces.

2° Qu'à l'expiration du premier terme de six mois, elles devront retirer de la circulation tous leurs billets de dénominations de $5, qui devront être payés à présentation, en espèces, et qu'elles ne pourront plus émettre à l'avenir.—Qu'il en sera de même pour les billets de $10, à l'expiration du terme de douze mois, et au bout du terme de dix huit mois elles devront rependre à la parement en espèces de leurs billets en circulation.

3° Que lesdites banques seront tenues d'avoir pendant la suspension de paiemens ci-dessus, telles proportions d'espèces dans leurs voûtes comparativement ailleurs émissions que la Législature jugera convenable de fixer, et que lesdites banques fourniront à chaque session de la Législature un tableau montrant qu'à la fin de cette époque elles n'auront entre elles cette disposition. Qu'il leur sera imposé une pareille obligation pendant la durée de leurs chartes respectives à partir de la reprise générale des paiemens.

4° Que chacune desdites banques ne pourra accorder à un individu ou maison de commerce un crédit excédant trente et cinquante au delà de celui qui sera fixé par la Législature et qui devra être réglé suivant l'importance de leur capital. Et à chaque session de la Législature, il leur sera obligatoire sous peine de forfaiture à leur charte *et sous la responsabilité des Directeurs*, de présenter un tableau démontrant qu'à aucune époque aucun individu ou maison de commerce n'a obtenu un crédit soit comme tireur ou et endosseur au delà du chiffre fixé comme il est dit précédemment.

Les premier article des dispositions qui précèdent, et celui de huit est d'accorder six, douze et dix huit mois aux banques pour la reprise de leurs paiemens, ne peut rencontrer en me semble aucune opposition, car il est évidemment que la liquidation des affaires qui ont donné lieu aux nombreux engagemens qui sont aujourd'hui sur elles, ne peut s'opérer immédiatement, et il n'est sait naturellement que l'indulgence accordée aux banques est de fait à l'avantage de leurs créanciers qui en sont bonne foi et qui ont besoin de leur engagement.

La disposition qui a trait à la suppression des billets de $5 et $10 est une des plus salutaires et des plus praticables et par ce moyen il faudra nécessairement une somme considérable de numéraire dans la circulation pour faire les opérations et paiemens au dessus de $20, ce qui est le mode le plus efficace et le plus sûr de retenir les espèces chez nous.

La quatrième disposition met banques d'avoir dans leurs voûtes pendant l'état rendement qui leur sera accordé une somme d'espèces en proportion avec leurs émissions, laquelle somme (d'espèces) devra être déterminée par la Législature, sera une garantie pour les porteurs de billets et empêchera les abus qui pourraient avoir lieu par l'émission d'une masse de papier dont le paiement serait autorisé.

Le cinquième article ne paraissent les plus essentiels à être mis en pratique à corriger, avec les ménagemens nécessaires, les vices qui existent maintenant dans nos institutions monétaires sont celles qui suivent, savoir :

1° Que la suspension de paiemens des banques qui seront jugées par le comité nommé par la Législature pour examiner leur situation, dans une position à pouvoir continuer leurs opérations, sera sanctionnée, et un délai de six mois et dix huit mois leur sera accordé pour la reprise de leurs paiemens en espèces.

2° Qu'à l'expiration du premier terme de six mois, elles devront retirer de la circulation tous leurs billets de dénominations de $5, qui devront être payés à présentation, en espèces, et qu'elles ne pourront plus émettre à l'avenir.—Qu'il en sera de même pour les billets de $10, à l'expiration du terme de douze mois, et au bout du terme de dix huit mois elles devront rependre à la parement en espèces de leurs billets en circulation.

3° Que lesdites banques seront tenues d'avoir pendant la suspension de paiemens ci-dessus, telles proportions d'espèces dans leurs voûtes comparativement ailleurs émissions que la Législature jugera convenable de fixer, et que lesdites banques fourniront à chaque session de la Législature un tableau montrant qu'à la fin de cette époque elles n'auront entre elles cette disposition. Qu'il leur sera imposé une pareille obligation pendant la durée de leurs chartes respectives à partir de la reprise générale des paiemens.

4° Que chacune desdites banques ne pourra accorder à un individu ou maison de commerce un crédit excédant trente et cinquante au delà de celui qui sera fixé par la Législature et qui devra être réglé suivant l'importance de leur capital. Et à chaque session de la Législature, il leur sera obligatoire sous peine de forfaiture à leur charte *et sous la responsabilité des Directeurs*, de présenter un tableau démontrant qu'à aucune époque aucun individu ou maison de commerce n'a obtenu un crédit soit comme tireur ou et endosseur au delà du chiffre fixé comme il est dit précédemment.

Le premier article des dispositions qui précèdent, et celui de huit est d'accorder six, douze et dix huit mois aux banques pour la reprise de leurs paiemens, ne peut rencontrer